



1,60 euro
N°3520



LA MAURIENNE

168, av. Henri-Falcoz - 73300 Saint-Jean-de-Maurienne - Tél. 04 79 59 97 63

Jeudi 4 octobre 2018

MAURIENNE / FÊTE FRANCO-ITALIENNE AU BOURGET

Lyon-Turin : les No TAV veulent s'afficher



Samedi 29 septembre, au pied du rocher des Amoureux au Bourget, c'est dans un esprit de fête que des associations et élus français comme italiens ont invité la population à « s'informer sur le Lyon-Turin », et incité les opposants au projet à afficher leur position...

Pages 2 et 3

Lyon-Turin : « Il est encore temps d'arrêter ce projet onéreux et inutile »

« **Q**ue vous soyez pour, contre ou indécis, l'important pour nous aujourd'hui est de faire passer notre message », introduisait Gilles Margueron, maire de Villarodin - Le Bourget où était organisée ce samedi 29 septembre une fête franco-italienne visant à échanger autour du Lyon-Turin dans une ambiance festive. Après un pique-nique convivial au pied du rocher des Amoureux, conclu en musique par l'Élan du Bourget, une première séquence de prises de parole était organisée devant près de 300 personnes.

Le premier magistrat rappelait : « Beaucoup de gens de la vallée se demandent pourquoi notre commune est contre le Lyon-Turin... Au départ nous étions dans la contestation car le chantier nous touchait au plus près avec la descenderie et ses déblais. Comme nous sommes la seule commune impactée par cette dernière descenderie, les autres communes autour ne se sentent pas trop concernées. Nous sommes ainsi passés dans une phase d'opposition au Lyon-Turin. Compte tenu de l'impact du chantier sur la commune, nous n'avons d'autre solution que de nous positionner contre. »



Élus et associations ont tour à tour pris la parole au pied du rocher des Amoureux.

Avant de passer la parole à ses homologues italiens de Venaus et de Suse, le maire de Villarodin-Bourget appuyait : « On est une petite goutte d'eau dans ce projet Lyon-Turin, mais si comme nous vous y êtes opposés, montrez-le, notamment avec les drapeaux disponibles aux différents stands. On peut parler des heures dans les médias, ça peut être déformé, tourné autrement pour arrondir les angles... Affichez votre opposition au Lyon-Turin avec ces drapeaux. En Italie, on voit une solidarité qui n'existe pas en

France. À nous de faire prendre la mayonnaise, d'attirer l'attention de la population locale comme des touristes. Je vous rappelle qu'il ne s'agit tout ce qui est dit, il peut encore être arrêté ! »

Selon Gilles Margueron, tous les élus de la vallée avaient été invités à participer à la fête. Aucun n'est venu. Seule Monique Chabert, maire de Chimilin, arborait l'écharpe tricolore avec Gilles Margueron et ses adjoints Maryline Duval et Philippe Delhomme. Coprésident de l'association

Vivre et Agir en Maurienne, ce dernier soulignait : « Il n'y a pas que des politiques qui se battent, il y a aussi des poètes, des écrivains », parmi lesquels Erri De Luca dont un message était lu à l'assemblée.

Membre fondateur du mouvement No Tav, Alberto Perino saluait quant à lui « le travail d'analyse des données du projet Lyon-Turin par l'économiste français Daniel Ibanez », auquel il succédait lors des prises de parole (lire ci-contre). « Restez tous unis, travaillons tous ensemble et mettons notre cœur contre ce projet inutile, ce

projet fou qui gaspille l'argent public ! » martelait-il.

Pour conclure cette première séquence de prises de parole, Philippe Delhomme informait : « Nous avons connu une première victoire hier soir. En conseil municipal d'Aussois, les élus devaient statuer sur l'adduction d'eau d'une partie du projet Lyon-Turin, l'usine de ventilation d'Avrieux. Les citoyens se sont emparés du sujet en faisant des pétitions, des réunions publiques. Hier soir, l'adduction d'eau au futur éventuel chantier de la ventilation a été contrée par la municipalité d'Aussois. Ils ne recevront pas d'eau ! Cela prouve que nous ne sommes pas seulement là pour mettre un bulletin dans l'urne, on est là aussi pour demander des comptes à nos élus. Quand on ne veut pas de quelque chose car cela va à l'encontre de nos intérêts, on peut agir ! On peut encore arrêter le Lyon-Turin ! »

Cédric Vetzal

L'association Vivre et Agir en Maurienne organise une réunion publique « Est-il possible d'arrêter ce projet ? Quel avenir pour la ligne existante ? » vendredi 12 octobre à 20h à Sainte-Marie-de-Cuines (salle communale de la Pallud)

Ils ont dit...

Loredana Bellone, maire de San Didero : « Avant d'être maire, je suis une maman, une mamie soucieuse de l'avenir de ses enfants, des générations futures. J'essaie donc de protéger leur environnement et de leur transmettre la connaissance du territoire. Il faut se battre contre ce projet, quitte à mettre son corps en opposition et risquer des sanctions. »

Sandro Plano, maire de Suse, président de l'association des maires de la vallée de Suse : « Merci de nous accueillir dans ce cadre magnifique, c'est pour conserver la beauté de tels paysages qu'il faut se battre. En Italie, on vit une période délicate, indécise concernant l'environnement, l'immigration. La clé, c'est d'être uni au niveau européen et pas de se battre comme c'est le cas actuellement entre l'Italie et la France. C'est une même terre qui nous a accueillis. Ensemble on peut changer les choses, sauver la vie des gens en mer et ne pas les laisser mourir en montagne. La volonté d'aller



Sandro Plano, maire de Suse.

vite sur ce projet Lyon-Turin, la précipitation dans les investissements, est une mauvaise chose. Nous avons d'autres priorités au niveau infrastructures en Italie... »

Nilo Durbiano, maire de Venaus : « D'autres infrastructures nécessitant de l'argent public sont plus urgentes que le Lyon-Turin. La lutte contre la nouvelle ligne Lyon-Turin ne doit pas intéresser que les villages impactés, mais toute la France, l'Italie. C'est une philosophie d'investissement, une philosophie de vie qu'il faut transmettre à nos parlementaires, à nos gouvernements. »



Un dépôt de gerbe a été effectué en mémoire des « 110 victimes de la pollution en vallées de Maurienne et de l'Arve chaque année ».



Plus de 300 personnes ont assisté aux concerts de l'après-midi avec pour tête d'affiche Christian Olivier (ex-Têtes Raides).



Yann Fiard et Manon Bouffard du groupe « Les Farfadets ».

Bruxelles met la pression sur Paris et Rome...

Selon « Les Échos », « les atermoiements de l'Italie et de la France autour de la réalisation du Lyon-Turin commencent à agacer sérieusement la Commission européenne ». Dans une lettre aux gouvernements français et italien que « Les Échos » se sont procurée, la commission évoque une rallonge communautaire potentielle de 860 M€ pour financer les travaux. Mais elle menace aussi, si le projet reste dans l'impasse, de demander le remboursement des subventions déjà versées. L'UE a versé pour le soutenir 370 M€ entre 2007 et 2013, puis 814 M€ pour la période 2014-2020. « Une suspension du projet mettrait en question l'accord de subvention en cours, et pourrait conduire à sa résiliation et au recouvrement total ou partiel des sommes déjà versées », avertit Jan Brinckhorst, coordinateur européen chargé de développer un corridor ferroviaire le long de la Méditerranée pour le transport de marchandises.

Daniel Ibanez : « Exigeons l'utilisation de la voie existante à hauteur de ses capacités ! »

« **B**ravo à tous ceux qui se battent, qui résistent chaque jour ! » lançait Daniel Ibanez, donnant le ton à son intervention samedi lors de la fête Franco-italienne. Il poursuivait par une expérience personnelle récente : « Mercredi à 14h41, j'étais gare de Lyon. Le train Paris-Milan a eu 4h de retard à Milan. Non pas parce que certains disent que la ligne est obsolète, non pas parce que la voie passe par la montagne, non pas parce qu'elle est saturée ou qu'on ne peut pas croiser des trains de marchandises avec des trains voyageurs... Simple-ment parce que les toilettes ne fonctionnaient pas dans le train ! »

Il enfonçait le clou : « Vous pouvez mettre 10 milliards dans ce tunnel, ça ne réparera pas les WC... Vous gagnerez une demi-heure avec un tunnel à 10 milliards, vous ne réparerez pas les WC... Que ce soit bien clair : aujourd'hui la

SNCF n'a pas acheté les six rames de TGV qui permettent de faire Paris-Milan en 5h30 comme cela a été promis par le gouvernement français. Ils n'ont pas l'argent pour réparer les toilettes, ils n'ont pas l'argent pour les TGV qui peuvent rouler à grande vitesse en Italie, mais ils auraient l'argent pour claquer 10 milliards inutilement ? »

Pour l'économiste, « cette situation est d'autant plus inacceptable que chaque année en vallées de la Maurienne et de l'Arve, 110 personnes perdent la vie à cause de la pollution due à la non-utilisation de la ligne existante pour le transport des marchandises », affirmait-il, appelant l'assistance à respecter une minute de silence et les élus à déposer une gerbe en mémoire des victimes. « Cette situation est inacceptable car tous les services de l'état, toute la haute administration française, dit depuis plus de 20 ans



Daniel Ibanez.

qu'il est possible d'utiliser la voie existante, qu'on peut y faire circuler les marchandises qui circulent sur plus d'un million de camions chaque année ! C'est inacceptable parce qu'il y a un fonds qui doit financer la sortie des camions de la route pour les mettre sur le rail ! Ce fonds, au lieu de remplir sa mission, prend l'argent de la

pollution en vallée de Chamounix pour financer la pollution de la vallée de la Maurienne. Alors oui, nous sommes légitimes. Oui, nous avons raison de nous opposer à un projet de ce genre, parce que notre raison de le contester n'est pas dans une opposition mais dans la proposition d'utiliser la voie existante à hauteur de ses capacités, là où il a été investi plus d'un milliard d'euros. »

Il poursuivait en attaquant de front les pros Lyon-Turin : « Si aujourd'hui les lobbyistes vont fort, très fort, c'est parce qu'ils savent que ce projet est affaibli, parce qu'ils savent que leurs arguments sont des mensonges, qu'ils ont triché sur tous les chiffres qu'ils ont produits ! Je vous donne juste un exemple : qui pense ici que les Italiens sont assez stupides pour payer 58 % d'un tunnel alors qu'ils n'ont que 12 km, quand la France en paye 42 % pour 45 km ? Qui peut penser

ça ? Je vais vous dire pourquoi... Parce que la France s'est engagée à donner une contrepartie à l'Italie de 5 milliards d'euros dans les accès aux tunnels de Belledonne et du Glandon. C'est écrit dans le traité à l'article 4. Mais qu'ont dit le conseil d'orientation des infrastructures et la ministre des Transports ? Que pour les accès français, on verra plus tard... Ce qu'il va se passer, c'est que les Italiens, à raison, vont dire : "Où est la contrepartie ? Sans contrepartie on ne paiera jamais 58 % !" »

Pour conclure, Daniel Ibanez résumait : « Continuons à nous opposer, et surtout exigeons, contrairement à ce qui peut être dit ou écrit, que la ligne existante soit utilisée. Nous le devons aux plus de 650 personnes victimes de la pollution depuis la rénovation de cette ligne en 2012. Nous sommes le pot de fer, ils sont le pot de terre. »